



17 août 2013 :

Le Dr. Daniel Mengara appelle à la construction d'une opposition insurrectionnelle au Gabon

Dans son discours vidéo adressé à la nation à l'occasion de ce 17 août 2013, le Dr. Daniel Mengara a, depuis Myrtle Beach en Caroline du Sud où il se trouve en villégiature, appelé à la reconstruction de l'opposition gabonaise pour en faire une opposition agissante, donc une opposition insurrectionnelle capable de défendre le vote des Gabonais par tous les moyens quand elle décide de participer aux élections, surtout dans un pays comme le Gabon où le vote des Gabonais n'a jamais compté parce que confisqué par le régime des Bongo depuis 46 ans. Daniel Mengara a également annoncé son retour politique au Gabon à l'horizon 2015 pour le but d'une participation insurrectionnelle à l'élection présidentielle de 2016, et ce, si, comme il le souhaite, les Gabonais soutiennent clairement, pleinement et massivement le plan de libération nationale qu'il leur propose.

Dans ce discours fleuve d'une heure et demie organisé en trois parties—tout un programme—le leader du mouvement « Bongo Doit Partir – Modwoam » a dressé un véritable bilan-diagnostic de la situation de blocage politique au Gabon. Il a, dans un premier temps, offert une analyse acerbe de la politique d'« Emergence » d'Ali Bongo, qualifiant cette politique de politique mythomane, d'escroquerie et de catastrophe nationale.

Il a ensuite, dans la deuxième partie du discours, fait le diagnostic de la faiblesse de l'opposition gabonaise, balayant d'un revers de la main les faux-semblants qui veulent qu'on explique la faiblesse de cette opposition par le fait qu'elle soit divisée. Le leader du BDP-Modwoam a rejeté ces mythes de la division et plutôt affirmé que l'opposition de terrain ne souffre pas de ses divisions, mais plutôt du manque de détermination de ses leaders. Il a ainsi exprimé le souhait de voir cette opposition reconstruite en vue d'en faire une opposition radicale, donc une opposition d'alternance immédiate, en lieu et place de l'opposition fourre-tout et, donc, immobiliste, conviviale et à vocation électoraliste qu'elle est aujourd'hui.

Dans la troisième partie de son discours, le Dr. Daniel Mengara présente son plan de retour au pays à l'horizon 2015, appelant notamment les Gabonais au sacrifice financier et participatif, et donc à soutenir le seul combat de libération nationale qui vaille la peine d'être mené au Gabon aujourd'hui et qui soit de nature à défaire le régime des Bongo d'ici 2016. Le leader du BDP-Modwoam en a donc profité pour rappeler les maximes de son mouvement, qui disent que rien de bon ne peut se passer au Gabon tant qu'un Bongo sera au pouvoir et que le Gabon ne changera jamais par les urnes. Il a donc martelé, de nouveau, sa croyance en l'idée que le Gabon ne changera que par le moyen d'une insurrection du Peuple en bonne et due forme, l'insurrection étant, selon le BDP-Modwoam, un simple acte de défense du vote du Peuple, donc un acte de légitime-défense par lequel le Peuple gabonais récupère dans la rue ce que le régime des Bongo lui aura volé dans les urnes.

"Mais attention, a martelé le leader du BDP-Modwoam, notre candidature [en 2016] n'est pas une candidature électoraliste. Nous disons simplement que nous comptons participer à l'élection présidentielle de 2016, même si nous savons que nous ne pourrions pas gagner par les urnes. Mais comprenez-nous bien. Nous ne participerons pas comme des moutons de panurge qui vont à l'abattoir attendre sagement qu'on les égorge. Nous n'y allons pas pour accompagner ou valider la fraude électorale d'Ali Bongo. Non. En 2016, personne ne volera le vote des Gabonais, personne ! En 2016, personne n'ira se cacher à Medouneu, personne ! En 2016, personne n'appellera les Gabonais au calme, personne ! En 2016, personne ne reconnaîtra Ali Bongo comme président du Gabon, personne ! En 2016, personne ne négociera avec Ali Bongo, personne ! En 2016, le BDP-Modwoam défendra le vote des Gabonais si ce vote est volé ! C'est cela ce que l'insurrection que nous préparons veut dire. Le BDP-Modwoam, en 2016, n'abdiquera pas la souveraineté du Peuple Gabonais. Là, je vous parle le langage du mvèt. Que ceux qui ont des cerveaux comprennent !"

Après avoir donné le détail financier et stratégique de la démarche bédépiste et révélant que toute la stratégie insurrectionnelle du BDP-Modwoam dépend entièrement du soutien financier et participatif des Gabonais tant dans la diaspora qu'au pays même, le mouvement se réserve le droit de retirer la candidature de Daniel Mengara s'il constate que les Gabonais ne sont pas disposés à s'avancer dans le sens insurrectionnel que propose le mouvement "Bongo Doit Partir".

"Autrement dit, a affirmé l'activiste politique, la candidature projetée de Daniel Mengara à l'élection présidentielle de 2016 ne sera envisageable au final que si la somme minimaliste de 60 millions de F CFA est réunie. Du coup, s'il est constaté que la somme cotisée n'atteint pas ce minimum vital, alors le BDP-Modwoam se réservera le droit de retirer la

candidature de Daniel Mengara. En cas de retrait de ladite candidature, les sommes cotisées seront entièrement remboursées aux personnes les ayant versées (...). Par cette procédure hautement transparente, nous nous assurerons que les fonds versés dans les caisses du BDP-Modwoam demeureront la propriété des cotisants jusqu'à la validation de notre candidature au Gabon en 2016. Si nous ne pouvons donc aller au Gabon parce que les Gabonais n'auront ni soutenu notre combat ni contribué financièrement au fond souhaité, nous ne pouvons alors que rembourser leur argent aux cotisants et conclure que, soit les Gabonais ne soutiennent pas notre combat, soit ils acceptent simplement Ali Bongo ou préfèrent soutenir des candidats ou des combats où on leur vend l'illusion du changement par le miracle de Jésus-Christ. Dans ce cas, nous ne pouvons rien forcer. Nous prendrons acte de cette situation et laisserons le pays aux Bongo, puisque les Gabonais en auront voulu ainsi."

"La stratégie est en place. Nous n'attendons plus que les hommes et les femmes de courage et de sacrifice," a conclu le leader du BDP-Modwoam.

Les choses sont donc claires.

Ci-dessous, veuillez trouver la version écrite du discours intégral du leader du BDP-Modwoam à l'occasion du 17 août 2009.

Service de Presse
Bongo Doit Partir – Modwoam
P.O. Box 3216 TCB
West Orange, NJ 07052, USA
Tél : 973-447-9763
Fax : 973-339-9390
<http://www.bdpmodwoam.org>

Discours du Dr. Daniel Mengara à l'occasion du 17 août 2013

Gabonais, Gabonaises

Chers compatriotes.

Il me fait plaisir de pouvoir aujourd'hui m'entretenir de nouveau avec vous à l'occasion de ce 17 août 2013, et ce après un long silence qui m'a permis de me livrer au recueillement et à la méditation. Un silence qui m'a également permis de laisser chacun aller au bout de sa logique, principalement ceux qui, au sein du régime au pouvoir comme au sein de l'opposition, se sont évertués, depuis 2009, à vendre le fantasme au peuple gabonais. Du côté du pouvoir, on a vendu le fantasme d'une politique d' « Emergence » qui, 4 ans plus tard, se révèle être une affabulation de mythomanes. Du côté de l'opposition bongoïste née des élections présidentielles de 2009, on a vendu au Peuple le fantasme d'un changement par les urnes qui, nous le comprenons aujourd'hui, ne pouvait venir sans une insurrection visant à défendre, dans la rue même et par tous les moyens, le vote du Peuple que les Bongo avaient volé dans les urnes. Alors même que le 17 août devrait en effet être pour tous les Gabonais de tous âges, de tous sexes, de toutes religions et de toutes affiliations ethniques un moment de communion et de réjouissance, un moment fort où la nation unie en destinée et en aspirations célèbre non seulement son indépendance, mais aussi sa dignité, notre pays se trouve malheureusement, 53 ans après cette supposée indépendance, confiné à des grincements de dents multiformes qui, au final, font de ce moment non pas une fête nationale, mais un deuil national.

Deuil national parce que notre pays a tout simplement été pris en otage par les Bongo, une famille de faussaires qui non seulement s'est érigée en dictature quinquagénaire, mais a également décidé que personne d'autre qu'un Bongo ne pouvait diriger le Gabon. Notre pays est donc depuis 46 ans quasiment devenu la propriété privée des Bongo. Après 42 ans du règne du père, voilà que le fils, frauduleusement vauté au pouvoir depuis 4 ans, se prépare à son tour à se constituer dictateur à vie.

D'où l'importance de ce que j'ai à vous dire aujourd'hui, chers compatriotes. Je vous parlerai aujourd'hui avec franchise, d'abord en tant qu'intellectuel se livrant à une analyse froide et sans fards du blocage politique et développemental qui tétanise notre pays depuis que les Bongo l'ont pris en otage, mais aussi en tant qu'activiste politique vous communiquant, de manière pratique, le seul message politique qui vaille aujourd'hui la peine d'être communiqué aux Gabonais.

Ce discours sera donc long, et j'implore votre patience, chers compatriotes. Si, en effet, vous trouvez ce discours long,

visionnez-en une partie, mais revenez l'écouter, même si vous devez vous y prendre trois ou quatre fois. Vous ne pourrez pas pleinement comprendre le sens stratégique de ma pensée ni celle du mouvement « Bongo Doit Partir » si vous n'écoutez pas ce discours dans son intégralité, et vous ne comprendrez certainement pas la stratégie de libération nationale que le BDP-Modwoam prépare en vue de l'évincement définitif d'Ali Bongo du pouvoir d'ici 2016. Je crois pouvoir affirmer aujourd'hui que le plan dont je vous parlerai dans ce discours représente le seul plan capable de mener à la libération totale du Gabon d'ici 2016, le seul plan qui garantira que, au petit matin du 1^{er} janvier 2017, on ne puisse plus dire qu'il y ait au Gabon un président autoproclamé portant le nom de Bongo Ondimba.

PARTIE I: DU DÉSASTREUX BILAN D'ALI BONGO

Je commencerai donc ce discours par les bilans, en premier lieu celui de la maladie mentale qu'on appelle actuellement « Emergence » au Gabon. Comme d'habitude, Ali Bongo comme son père avant lui, vient de vous parler du miracle qu'est son régime. Dans son discours à l'occasion du 17 août 2013, il vous a bien évidemment dit combien de fois il était en train de développer votre pays, il vous a parlé de ses grandioses réalisations, de son « Emergence » qui, sous vos yeux, serait en train de faire du Gabon une des toutes premières merveilles africaines, et patati patata.

Foutaises ! Je dis bien, foutaises, chers compatriotes.

Ali Bongo, je me permets de vous le dire, est un dictateur mythomane. La mythomanie est une maladie mentale par laquelle le psychopathe concocte des mensonges et fantaisies en tous genres, finissant parfois lui-même par confondre ses propres mensonges avec la réalité. C'est ce qu'on appelle en psychologie le menteur pathologique, celui-là même qui, souvent, présente ses « affabulations » comme des réalités et, donc, peut finir par faire la confusion entre la réalité et les fantasmes. Les signes de cette maladie mentale sont partout visibles chez Ali Bongo : Il dit avoir été élu président de la République du Gabon alors que tout le monde sait qu'il n'y a aucun moyen scientifique ni arithmétique, et encore moins sociologique, politique ou mystique par lequel un Bongo pourrait gagner une élection transparente au Gabon. Les Bongo ne survivent au pouvoir que grâce à la fraude systématique et systémique. Seul un malade mental, un mythomane, peut se vautrer fièrement et sans gêne à la tête d'un pays où personne ne veut de lui et dormir tranquille la nuit. Et seul un mythomane peut aller, devant les grands de ce monde ou sur un écran de télévision nationale, affirmer qu'il est en train de réussir le Gabon « émergent » alors même que tout le pays sait qu'Ali Bongo et son « Emergence » sont une véritable catastrophe nationale, une véritable escroquerie.

Cette escroquerie, on la trouve dans son discours de ce 17 août 2013, un discours qui est la flagrante manifestation de ce que j'appelle ici mythomanie.

Quoi donc ! Quatre ans après sa frauduleuse prise de pouvoir, le chômage frappe toujours plus de 30% des Gabonais, mais Ali Bongo en est encore à promettre « des milliers d'emplois pour les Gabonaises et les Gabonais », sans dire comment exactement il allait générer ces emplois ! Quatre ans après, Ali Bongo en est encore à donner des instructions au gouvernement pour la réhabilitation et la modernisation des hôpitaux gabonais. Mais qu'a-t-il donc foutu pendant 4 ans, notre Bongo ?

Et il insulte les Gabonais quand, se réveillant tout d'un coup de son coma de 4 ans, il dit avoir instruit son ministre chargé de l'éducation de « préparer en urgence, pour la prochaine rentrée d'octobre, 400 salles de classes offrant 20.000 places assises ». M'enfin ! Qu'est-ce qu'Ali Bongo a donc foutu pendant 4 ans ? On veut maintenant « préparer », même pas construire, mais je dis bien « préparer », en urgence, 400 salles en deux mois alors qu'on a été incapable de le faire en 4 ans ?? C'est quoi cette histoire ?

Ali Bongo se plaint des lourdeurs administratives et de la corruption, mais il ne se rend même pas compte qu'il est lui-même la cause de « ces ratés » dont il dit lui-même qu'ils « ne méritent aucune excuse » ! Il en est devenu la cause le jour où il a décidé de faire de son Directeur de Cabinet le vrai Premier ministre du Gabon, et des agences les doublons des ministères légitimes de la République, alourdissant ainsi l'action gouvernementale d'une façon qui a alimenté, puis exacerbé la confusion au sein de l'appareil étatique. Et c'est cette confusion qui, au final, a causé les maux qu'il identifie lui-même comme « le non-respect des lois et règlements, les passe-droits, la corruption, le favoritisme clanique, l'affairisme, la paresse, les détournements privatifs des biens publics, l'absence d'esprit de responsabilité devant nos obligations », et j'ajouterai, le type d'impunité dont il est lui-même le premier exemple puisqu'il détourne allègrement les budgets nationaux pour financer les vices et perversions de sa famille et affiliés, sans jamais être inquiété par la justice. Dans un pays où le Premier ministre au Gabon ne l'est plus désormais que de nom, se contentant d'un rôle de figurant au lieu de celui d'un Chef de gouvernement supposé, selon la Constitution, diriger l'Exécutif en quasi parité avec le président de la République, comment s'étonner que le gouvernement des agences et le gouvernement de la République se fassent concurrence et ne puissent donc pas faire bon ménage ?

Ne parlons même pas de la honte nationale qu'est le problème de la route au Gabon, route qui était supposée être l'un des chantiers phares de la politique d'« Emergence » d'Ali Bongo. Je constate avec surprise qu'Ali Bongo soit, dans ce domaine comme dans d'autres, resté évasif et avare de chiffres pour habiller ses réalisations. Il est vite passé sur son bilan routier en disant, je cite, que, « au total depuis 2009, [il aurait] construit autant de kms de routes que durant les dix dernières années. Et [qu'il en construirait] encore plus dans les années à venir ». C'est tout ? Mais bon sang !

Qu'Ali Bongo ne me fasse pas rire ! Dans un document publié pas plus tard que ce mois de juin 2013, le régime d'Ali Bongo a lui-même fait un bilan de la situation des routes au Gabon. Dans ce document intitulé « Les cahiers de l'Emergence » et consacré à la route, le régime dit qu'il existe actuellement au Gabon 9170 kms de routes, dont seulement 10% sont bitumées au mois de juin 2013, soit environ 1055 kms de routes au total. Sur ces 1055 kms de routes bitumées, Omar Bongo a laissé 900 kms bitumés, ce qui veut dire, chers compatriotes, qu'en 4 ans de pouvoir dans un Gabon pourtant de plus en plus enrichi par les revenus tirés du pétrole, Ali Bongo n'a, en date du 30 juin 2013, goudronné que 155 kms de nouvelles routes au total depuis 2009, soit une piteuse moyenne de 38 kms de routes par an !

Mais ce n'est pas fini ! Voilà que la mythomanie s'installe quand, bizarrement, Ali Bongo dans ses fameux « Cahiers de l'Emergence » dit pouvoir non seulement bitumer 768kms de routes d'ici fin 2013, mais aussi goudronner un total de 2545kms de routes additionnelles d'ici 2016. Donc, alors même qu'il a été incapable de bitumer 38 kms de route par an entre 2009 et 2013, c'est en 6 mois seulement, c'est-à-dire entre juillet et décembre 2013, qu'Ali Bongo prétend pouvoir en goudronner 768 kms ? Foutaises !

Pourtant, un calcul simple des chiffres fournis par le régime lui-même dans ce « Cahier » permet de démontrer qu'à ce rythme de 38 kms par an, cela prendrait au bas mot 20 ans à Ali Bongo pour goudronner les 768 kms de routes qu'il prétend pouvoir goudronner d'ici décembre 2013, 166 ans pour bitumer les 2545 kms de route qu'il prétend pouvoir goudronner d'ici 2016, et 213 ans pour goudronner les 8115 kms de routes non bitumées qui existent encore au Gabon au jour d'aujourd'hui. Voilà pourquoi je parle de mythomanie, de folie mentale, chers compatriotes. Fantasmages, affabulations, fantasmes, voilà ce que les Bongo vendent aux Gabonais depuis 46 ans. Les Bongo sont donc tout simplement, il faut le conclure, des malades mentaux. Il incombe aux Gabonais de ne plus accepter d'être dirigés par des malades mentaux.

Après 4 ans de pouvoir sans partage, Ali Bongo en est donc encore à vous parler de semer les « graines » de l'Emergence, une « Emergence » dont il ne vous promet les premiers fruits hypothétiques qu'à l'horizon 2025, soit 16 ans plus tard ! Mais attention, chers compatriotes. Quand Ali Bongo, quatre ans après sa prise de pouvoir frauduleuse, continue à vous dire d'attendre 16 ans pour voir les résultats de sa très hypothétique politique d'Emergence, c'est qu'il a déjà décidé de confisquer le pouvoir au moins jusqu'en 2030 ! Puisque le dictateur n'envisage même pas la possibilité de perdre l'élection présidentielle en 2016 ou en 2023, c'est que, pour lui, ces élections de 2016 et de 2023 ne seront que de simples formalités, ce qui veut dire qu'il sera là au moins jusqu'en 2030, année qui marquerait ainsi la fin de son troisième mandat. Mais comme 2025, pour lui, ce n'est que le début de l'« Emergence » et non la fin, le programme de prise en otage du Gabon par Ali Bongo nous est donc ainsi clairement annoncé. Nous sommes par conséquent en passe de voir le Gabon dirigé plus de 70 ans par la même famille.

Chers compatriotes, cela m'est tout simplement insupportable et je sais que pour l'immense majorité des Gabonais également, cette idée est révoltante. 70 ans à subir le bongoïsme ? Ah non ! 40 ans d'Ali Bongo, ah ça, non ! Il faut en finir avec cette connerie !

Chers compatriotes, notre pays est en train de mourir. Ne laissons pas les Bongo tuer notre pays en toute impunité ! Quand une nation subit pendant 46 ans le traumatisme du bongoïsme le plus pervers, comment s'étonner que les instincts les plus primitifs l'emportent sur la raison et les valeurs, comment s'étonner que son élite politique et intellectuelle devienne une élite sauvage, barbare et que, plutôt que de s'organiser pour supprimer radicalement le mal bongoïste qui la pousse à la barbarie, elle préfère, cette élite, sombrer dans la facilité de la sorcellerie, du vaudou et de la criminalité sauvage ? Comment s'étonner que des Gabonais périssent désormais, victimes de crimes rituels dans un pays où la folie généralisée s'est saisie des compatriotes qui croient que c'est parce qu'ils auront mangé le sexe d'un jeune homme ou d'une jeune fille qu'ils deviendront un jour ministres ou millionnaires ?

Les choses ne peuvent plus, ne doivent plus continuer ainsi.

Mes chers compatriotes, quand j'ai créé le mouvement « Bongo Doit Partir » en décembre 1998, j'avais résumé, en deux maximes, la situation du Gabon sous les Bongo. J'avais dit que rien de bon n'est possible au Gabon tant qu'un Bongo sera au pouvoir. Cette maxime n'a jamais été démentie et le bilan que je viens de faire des 4 ans de pouvoir d'Ali Bongo est sans appel. On peut donc sans crainte dire que le Gabon vit depuis 46 ans sous le règne de la mythomanie. Tout simplement. J'avais également dit que le changement ne viendra jamais au Gabon par les urnes tant qu'un Bongo sera

au pouvoir, que les élections ne servaient plus à rien au Gabon, et que la seule manière de libérer le Gabon de la dictature des Bongo passera par une insurrection du Peuple gabonais en bonne et due forme. Cette maxime, vous en conviendrez, est plus que jamais d'actualité.

PARTIE II: DE L'IMPÉRATIF D'UNE OPPOSITION INSURRECTIONNELLE

Je répète donc à qui veut l'entendre que seule une insurrection viendra à bout des Bongo. Rien d'autre. Mais avant que de vous parler clairement de la stratégie insurrectionnelle préparée par le mouvement « Bongo Doit Partir », permettez-moi de faire le bilan politique du Gabon, notamment le bilan de l'action politique de l'opposition qui s'active sur le terrain au Gabon depuis le retour du multipartisme en 1990. Autrement dit, sans une analyse objective de l'action de l'opposition gabonaise de terrain, on ne peut pas comprendre pourquoi et comment les Bongo père et fils ont pu, contre toute attente, conserver le pouvoir pendant aussi longtemps. Soyons donc clairs : le régime des Bongo n'a pas conservé le pouvoir parce qu'il est fort ou parce qu'il y a les Français comme d'aucuns aiment à le dire ; il a conservé le pouvoir parce que l'opposition gabonaise est trop faible et donc réfractaire à un combat frontal qui ait pour but la fin du régime des Bongo par tous les moyens. Mais attention, la faiblesse de l'opposition ne vient pas du fait qu'elle soit divisée comme on veut vous le faire croire. Les raisons de cette faiblesse se trouvent ailleurs, et je vais ici en parler, même si certains ne veulent pas écouter cette vérité.

Je ne me livre pas ici à une critique gratuite de l'opposition. Je fais avant tout une analyse intellectuelle et ce que je dis c'est simplement qu'Ali Bongo est au pouvoir aujourd'hui à cause de la faiblesse de son opposition et que la seule manière de renforcer cette opposition pour en faire une force d'alternance politique immédiate consiste à diagnostiquer, froidement, les causes de cette faiblesse. Ce n'est qu'au bout de ce processus que la voie vers ce que j'appelle une « opposition d'alternance » pourra se dessiner. Et je compte moi-même m'investir dans les mois qui viennent dans la construction de cette opposition d'alternance, cette opposition de prise de pouvoir qui ne reculera devant rien pour évincer la dynastie des Bongo du pouvoir. Mais pour y arriver, il faut balayer tous les mythes qui emprisonnent cette opposition et, partant, rendent impossible le changement immédiat au Gabon.

Le premier mythe à balayer tout de suite est le mythe de l'unité. On entend beaucoup ces derniers temps, au Gabon comme dans la diaspora, des vendeurs d'illusions vous dire que l'opposition n'arrive pas à défaire les Bongo parce qu'elle est divisée. Je dis « foutaises » ! Ceux qui vous disent cela sont des illusionnistes.

Déguiser l'incapacité de l'opposition à défaire les Bongo derrière l'argument de la division de la diaspora ou de la classe politique sur le terrain au Gabon me semble être un faux-semblant, une fuite en avant. L'opposition au Gabon ne souffre pas de sa division. Son problème n'a jamais été un problème de division, mais un problème de détermination. Depuis 1990, l'opposition gabonaise a suffisamment eu de coalitions, donc suffisamment d'unité en son sein pour chasser les Bongo du pouvoir. Dans les années 1990, des coalitions comme la COD, le FUAPO, le HCR étaient suffisamment armées en unité, en personnalités, en capacité et en soutien populaire pour, chacune, être capables de défaire Omar Bongo par la seule force de son action individuelle si elles en avaient la volonté, la détermination. En 2009, la CPPA et l'ACR étaient, elles aussi, suffisamment unies et puissantes chacune de son côté pour pouvoir réussir l'insurrection s'il y avait de la volonté d'en découdre. Or, depuis, l'on est bizarrement parti de coalitions en coalitions, de regroupements en regroupements, de meetings en meetings, de tchatte en tchatte, sans jamais passer à l'action insurrectionnelle. Et depuis 2009, de nouvelles coalitions se sont ajoutées, au point qu'on a maintenant l'UFC comme copie doublon de l'ACR, et l'UFA comme copie doublon de la CPPA.

Cependant, malgré ces doublons, je vois en réalité que nous avons au Gabon la chance d'avoir deux gros camps coalisés qui, plutôt que de dénoter une division, montrent plutôt qu'il existe actuellement au Gabon suffisamment d'unité au sein de l'opposition, donc deux grosses coalitions capables, chacune de son côté, de causer la chute du régime Bongo en deux petites semaines si elle le désirait. Chacune de ces coalitions, je le répète, est suffisamment dotée de ressources à la fois financières et humaines pour défaire, en quelques semaines, le régime des Bongo. Je dirai même que, qu'il s'agisse de Paul Mba Abessole, de feu Pierre Mamboundou ou, plus récemment, d'André Mba Obame, chacun de ces trois leaders a eu suffisamment de soutien populaire au Gabon pour pouvoir défaire tout seul le régime des Bongo sans même avoir besoin de coalitions, tout simplement parce que la coalition n'est pas nécessaire à l'action. Bien au contraire, c'est l'action qui mène aux coalitions. Quand un leader jouissant de la légitimité sociologique passe à l'action insurrectionnelle, tout le pays a tendance à suivre et les autres opposants ont alors tendance à simplement s'aligner derrière le leader initiateur de l'action. Ce type de coalition par l'action est beaucoup plus probant que les coalitions du blabla qu'on nous vend depuis 1990. Ne trouvez-vous pas bizarre qu'aucun des leaders de poids dont on parle ici n'ait jamais osé aller au bout de la logique d'opposition en instiguant frontalement l'insurrection ? Et ne trouvez-vous pas curieux que ce soient aussi ces mêmes leaders qui, en 1990 comme en 1994, 1998, 2005 et 2009, aient toujours tué la révolte des Gabonais en appelant le Peuple au calme et en le renvoyant à chaque fois à la maison quand bien même ce

Peuple était souvent prêt à en découdre ? Et cela fait 23 ans que cela dure.

Qu'est-ce qui bloque, alors ?

Il y a d'abord le manque de volonté et de détermination. J'en ai personnellement fait l'expérience en 2009 quand j'étais au Gabon. Après que ma candidature avait été rejetée par la Cour constitutionnelle du Gabon, je m'étais, après l'élection, évertué à rencontrer les leaders de poids de l'époque, dont Paul Mba Abessole, André Mba Obame, Jean Eyegue Ndong et le Secrétaire Général de l'UPG de l'époque, Richard Moulomba. Je n'ai trouvé chez aucun de ces leaders la volonté d'en découdre. André Mba Obame, que j'avais rencontré alors qu'il était réfugié à l'ambassade du Cameroun, avait clairement rejeté toute idée d'action insurrectionnelle en me disant qu'il faisait confiance en la Cour constitutionnelle du Gabon et que celle-ci dirait le droit. Pire, son ami Mike Jocktane et lui-même m'enjoignirent à ne pas mêler le nom de Mba Obame à quelque action insurrectionnelle ou violence que le mouvement « Bongo Doit Partir » serait tenté de commencer. Vous comprenez donc mon choc quand la personne qui disait avoir remporté l'élection abandonnait ainsi la décision du Peuple à une Cour constitutionnelle à la solde du régime ! Parmi tous ces leaders, seul Jean Eyegue Ndong semblait comprendre la teneur du plan que je proposais, mais lui-même reconnu devant moi que le groupe d'opposants qu'ils avaient constitué ne ferait que dans le blabla. J'avais prévu de pouvoir rester au Gabon pendant tout le mois de septembre si l'opposition s'engageait immédiatement sur la voie de l'insurrection, car je savais que si tous ces grands leaders optaient pour l'insurrection, le régime Bongo ne tiendrait pas plus d'un mois. Mais après avoir rencontré ces leaders, ma déception fut des plus grandes. Une vraie douche froide. Je conclus donc que rien n'allait se passer du tout et que ces gens allaient laisser Ali Bongo prendre le pouvoir sans coup férir. Je suis donc immédiatement rentré aux Etats-Unis totalement dépité. Je ne pouvais tout de même pas aller servir de fusible à des gens qui n'avaient aucune volonté, alors là aucune volonté du tout, de défendre le vote dont les Gabonais les avaient pourtant honorés. C'est vraiment quelque chose que j'ai encore du mal à digérer jusqu'à aujourd'hui. Voilà pourquoi, parfois, quand on nous parle souvent d'unité avec les opposants du terrain ou de travailler ensemble avec ces gens qui ont laissé Ali Bongo leur voler le vote des Gabonais, nous, au BDP, avons tendance à dire : « avec qui ? »

Mais il y a plus ! Outre le manque de volonté des leaders qui s'activent sur le terrain, ce qui bloque justement aussi, fondamentalement, est le problème des coalitions fourre-tout. Je dirais même ici que ces coalitions fourre-tout sont le plus gros danger, donc le plus gros piège qui guette l'opposition gabonaise. D'aucuns, au pays comme dans la diaspora, ont fait de l'idée d'unir l'opposition un sacerdoce, sans même se rendre compte qu'une telle approche ne pouvait en réalité, que mener au blocage, à l'immobilisme. Ces vendeurs d'unité ont apparemment oublié qu'une société saine ne saurait être monolithique en pensée et que les tendances discordantes au sein de l'opposition ne sont pas forcément une mauvaise chose : elles sont l'expression même de l'effervescence démocratique que nous recherchons tous et dire le contraire serait, en fait, entériner le diktat de la pensée unique. Dès lors qu'une opposition se définit avant tout comme tout regroupement d'individus s'activant en dehors du régime au pouvoir, chacune avec ses propres aspirations idéologiques, il serait faux de supposer que le fait que l'on se dise de l'opposition suppose automatiquement que l'on pense la même chose ou que l'on aspire à la même chose. Unir l'opposition ne doit jamais alors viser au 100% d'unité puisque cela est impossible et, je le répète, il faut être fou pour croire que l'on puisse unifier une société à 100%.

En d'autres termes, aucune société au monde qui soit saine et démocratique ne peut être de pensée unique. Il faut donc supposer, dès le départ, que l'unité n'est pas possible à 100%. Il faut ensuite accepter le simple fait que l'opposition n'étant pas un parti politique, il y aura toujours au sein de l'opposition comme au sein de la société dans son ensemble des tendances discordantes. Ces discordes sont naturelles, donc normales dans toute société qui se veut de libre pensée ! Vouloir donc embastiller tout le monde dans une opposition unie à 100% est comme poursuivre le vent, c'est de l'utopie. Je vois même quelques plaisantins vouloir se livrer au même exercice dans la diaspora. Ils prétendent vouloir unifier politiquement la diaspora. Comme si le fait de se retrouver dans la diaspora supprimait tout d'un coup la diversité d'opinions ou d'idéologies qui existe au Gabon et qui, elle aussi, inspire et se répercute dans les tendances idéologiques au sein de la diaspora ! Donc, là encore, c'est de l'utopie.

Mais qu'on se le dise une bonne fois pour toutes : La diaspora gabonaise est à l'image du Gabon. Elle reflétera automatiquement les mêmes tendances qu'il y a dans le tissu sociopolitique du Gabon. Il y aura dans la diaspora des Gabonais s'affiliant aux partis politiques existants sur le terrain, des Gabonais se réclamant du régime ou de l'opposition, des Gabonais conviviaux, des Gabonais radicaux, des Gabonais apolitiques, des Gabonais activistes, des Gabonais tribalistes ne voulant jamais s'associer à ce que fait un Punu, un Fang, un Téké, etc. Prétendre vouloir créer la pensée unique dans cette diaspora multiforme et multipolaire, ou faire que des bongoïstes qui ne jurent que par Ali Bongo ou Papa Bongo deviennent tout d'un coup des gens voulant enlever Ali Bongo du pouvoir par la force, est comme poursuivre le vent. Et prétendre par la suite qu'on peut convaincre tout le monde de devenir opposant radical prêt à s'engager dans l'insurrection au Gabon est de la pure folie. C'est un exercice en pure futilité, l'expression d'une sévère limitation mentale. A quoi nous servent donc nos doctorats, nos gros diplômes si nous ne pouvons comprendre les raisonnements les plus simples de la vie, surtout nous qui évoluons dans des sociétés occidentales pourtant hautement segmentées par les

divergences démocratiques, donc la multitude des regroupements politico-idéologiques ? On veut même ignorer la réalité universelle et multimillénaire qui est celle des sociétés humaines pour vendre des fantasmes d'unité absolutiste aux Gabonais, alors même que, comme je viens de le démontrer, le problème de l'opposition gabonaise ne se trouve même pas dans sa supposée division, mais plutôt dans le manque de détermination de ses leaders !

Le plus amusant c'est quand ces vendeurs d'unité, plutôt que d'intégrer les organisations préexistantes dans la diaspora ou au Gabon aux fins de renforcer l'unité qu'ils disent vouloir accomplir, créent eux-mêmes de nouvelles organisations, ajoutant ainsi à la dispersion et à la division qu'ils disent pourtant, paradoxalement, vouloir dissiper. Qui a plus d'égo, celui qui crée une nouvelle organisation parce qu'il ne veut pas travailler avec ou sous ceux qui ont créé des organisations avant lui, ou celui qui, ayant créé une organisation avant les autres, refuse de délaisser la sienne pour intégrer la nouvelle ? Personnellement, je n'ai jamais vu d'un mauvais œil que quelqu'un qui se sent idéologiquement éloigné d'un autre décide de créer sa propre organisation. C'est de bonne guerre démocratique et j'ai toujours encouragé cela car on ne sait jamais quel leader, demain, trouvera la formule qui libérera le Gabon. Et il vaut mieux des leaders libres que des leaders embastillés dans des coalitions qui ne vont nulle part. Ce qui est inacceptable, cependant, est que, ayant créé sa nouvelle organisation, le néophyte politique se mette soudain à accuser ceux qui ont créé des organisations avant lui d'avoir de l'égo ou de créer des divisions parce qu'ils auraient refusé d'intégrer sa nouvelle organisation ou sa nouvelle coalition. C'est cela qu'on appelle hypocrisie et il faut se méfier de ces vendeurs d'utopies dont la vraie mission première est, en réalité, de diviser, puis immobiliser l'opposition au lieu de l'unir.

Chers compatriotes, unir l'opposition ne doit pas être un fantasme. Unir l'opposition doit être un acte réaliste qui, reconnaissant l'impossibilité d'une unité à 100%, se doit de faire une nette distinction entre ce que j'appelle les « coalitions de dialogue ou d'échange », qui sont par essence des coalitions fourre-tout, donc des cadres d'échange neutres entre les divers groupes s'activant dans l'opposition sans considération d'idéologie, et ce que j'appelle les « coalitions agissantes » qui, elles, parce qu'elles se veulent idéologiquement cohérentes, ne sauraient être des coalitions fourre-tout. Les coalitions agissantes ont pour vocation, dans des pays sous dictature comme le nôtre, d'être des coalitions spécialisées idéologiquement et visant à des actions particulières, des actions ciblées. Quand elles se veulent de l'opposition radicale, les coalitions agissantes de type radical ne doivent inclure que les composantes radicales de l'opposition. C'est ce qui leur assure l'efficacité tout en évitant les tiraillements idéologiques. Dans le cas du Gabon, par exemple, on continue de voir la cruelle contradiction qui veut que les groupes qui, actuellement, au sein de la diaspora comme au Gabon, s'activent à organiser des Congrès, meetings et regroupements de l'opposition veuillent organiser ces regroupements autour de thèmes comme l'insurrection et la révolte, alors même que les coalitions fourre-tout qu'ils veulent mettre en place pour porter ces thèmes sont la contradiction même de ces visées insurrectionnelles. Je le répète : de telles coalitions ne pourraient jamais s'accorder sur un thème insurrectionnel puisqu'elles contiennent forcément des bongoïstes et des conviviaux qui pensent que les choses vont bien au Gabon et qui, donc, bloqueront toute initiative visant à l'insurrection. On aurait du mal, par exemple, à imaginer Louis-Gaston Mayila, l'ACR ou l'UFC votant avec la CPPA, l'UFA ou l'Union nationale pour aller enlever Ali Bongo du pouvoir par la force. Au sein de la diaspora, même son de cloche : on aurait du mal à voir certains membres de cette diaspora politique fourre-tout que certains veulent créer s'accorder avec les radicaux pour aller enlever Ali Bongo du pouvoir par tous les moyens ! C'est de la pure perte de temps ! La preuve, cela fait trois ans que, sous la houlette de Mba Obame, cette unité fourre-tout existe au Gabon, et ce depuis le gouvernement du PNUD en passant par les UFC et UFA et le boycott des législatives pour finir par la Conférence Nationale Souveraine avortée. Où est l'insurrection ? Et on nous propose de prendre les mêmes et de recommencer à tourner en rond dans des congrès d'unification sans lendemain parce que trop utopiques ? On n'est pas au cirque, tout de même, non ?

La même analyse s'applique sur le terrain au parti politique « Union nationale ». L'Union nationale est avant tout un parti-coalition qui a regroupé les candidats malheureux aux élections présidentielles de 2009. Et ce sont ces candidats qui sont tous devenus vice-présidents de cette coalition avec chacun un droit de veto absolu sur l'idéologie de ce parti-coalition. C'est dire que l'Union nationale était dès le départ un parti voué à l'immobilisme et, donc, à l'échec puisqu'il résulte d'une coalition fourre-tout qui mélange des conviviaux avec des radicaux, donc condamne cette formation politique à tourner en rond. On aurait du mal à voir Casimir Oyé Mba, par exemple, adopter un discours insurrectionnel visant à chasser Ali Bongo du pouvoir par la force. A cause de la manière fourre-tout dont il s'est structuré, l'Union nationale était donc, dès le départ, un parti condamné à devenir un parti électoraliste, mais pas un parti d'alternance politique si par alternance politique on comprend le besoin d'organiser une insurrection en vue de la prise du pouvoir par tous les moyens, vu que la prise de pouvoir par les urnes est impossible au Gabon. Ceci parce que ce parti ne s'était pas constitué sur la base d'une idéologie de prise de pouvoir partagée, mais plutôt comme un assortiment d'anciens pédégistes déçus qui, pour l'intérêt du moment, se sont mis ensemble dans la prison politique immobilisante que l'Union nationale a fini par devenir.

Mais attention ! Nous ne disons pas qu'il ne faut pas essayer d'unifier l'opposition. Ce que nous disons c'est qu'il faut savoir quel type d'opposition on veut unifier. Si on vise à une opposition fourre-tout, alors il ne faut pas parler d'insurrection car l'insurrection comme projet de libération nationale est impossible dans une telle opposition. Par contre,

si on vise à construire une opposition radicale en vue de l'insurrection, alors il faut éviter les démarches fourre-tout et se concentrer sur l'essentiel avec, uniquement, les tendances de l'opposition qui partagent l'approche insurrectionnelle. Et pour ce faire, cela demande que chacune des composantes déclare PUBLIQUEMENT son adhésion sans ambages à l'idée de l'évincement du régime des Bongo par tous les moyens, et s'organise clairement pour une telle visée.

C'est dire, au final, que ceux qui aujourd'hui poursuivent le but de l'opposition unie à tout prix comme condition absolue du changement au Gabon ne savent pas de quoi ils parlent. En réalité, il faut les voir comme des alliés sous-marins d'Ali Bongo parce que, en préfaçant, donc conditionnant, toute action de l'opposition par la condition d'unité au sein de coalitions fourre-tout, ils créent les conditions qui, en fait, immobilisent l'opposition. Alliés d'Ali Bongo, pourquoi ? Parce que, non seulement ils veulent immobiliser l'opposition dans d'éternels tiraillements internes au sein de coalitions qui n'ont aucune cohérence ni cohésion idéologique, ils veulent aussi empêcher les radicaux de pouvoir agir car une fois embrigadés dans ces coalitions fourre-tout, les radicaux auront du mal par la suite à en sortir de peur d'être accusés de trahison. On peut ainsi imaginer quelqu'un comme Eyegue Ndong, qui a souvent montré des signes de rébellion, se retrouvant bloqué au sein de l'Union nationale alors même qu'il aurait pu en sortir pour aller créer à côté un parti politique plus vigoureux, donc plus capable. Mais on comprend qu'il se retrouverait bloqué dans l'Union nationale parce qu'il aurait tout simplement peur d'être accusé d'avoir trahi André Mba Obame et tous les autres. On voit donc ici comment ces notions d'unité à tous les prix peuvent, en fait, devenir ce qui immobilise l'opposition car noyant les radicaux dans des regroupements aux idéologies tellement incompatibles que quand il faut passer à l'action, ça bloque automatiquement. Ali Bongo n'aurait pas pu rêver d'une meilleure tactique pour immobiliser, puis noyer, les forces radicales.

Le BDP pense donc qu'au contraire de ces vendeurs d'illusions, il ne faut plus rechercher ces unités fourre-tout qui tuent et noient le potentiel de l'action radicale. Ce qu'il faut, plutôt, c'est créer des coalitions idéologiquement cohérentes et convergentes. Dire tout simplement que l'on est de l'opposition n'est pas un critère suffisant. L'opposition n'est pas une idéologie. N'importe qui peut se dire de l'opposition, mais être de l'opposition ne veut pas dire que tout le monde pense qu'il faut enlever Ali Bongo du pouvoir par la force. Une coalition agissante a besoin de s'accorder sur un seul et un seul thème. Ainsi, si l'insurrection est le but, alors il faut créer une coalition insurrectionnelle qui devra exclure tous ceux qui ne sont pas favorables à l'insurrection. Il n'y a que par une telle convergence idéologique que l'on peut créer une coalition capable de mener à la chute immédiate du régime des Bongo par le moyen déclaré d'une insurrection en bonne et due forme.

Notre position, au BDP-Modwoam, est donc simple : le jour où il y aura des leaders qui diront clairement et publiquement qu'ils sont prêts à engager l'insurrection et, donc, à chasser Ali Bongo du pouvoir par tous les moyens, je dis bien par tous les moyens sans exclusive, vous verrez le mouvement Bongo Doit Partir travailler avec eux dans le sens de l'insurrection immédiate. Et nous n'avons aucun doute que, dans ce cas, le Gabon changerait en deux petites semaines au vu de la panoplie de stratégies insurrectionnelles que le BDP-Modwoam prépare depuis 1998 et qui pourraient être rapidement déployées sur le terrain. Mais tant que ces mots ne sortiront pas clairement de leurs bouches et de leurs discours, avec la cohérence et la sincérité que cette position impose, comprenez alors que sur le plan idéologique, travailler avec l'opposition conviviale consisterait simplement à tourner en rond. Certes, nous ne disons pas que nous ne pouvons pas discuter ou parler avec eux dans le cadre de rencontres de dialogue ou d'échange; ce que nous disons est que le BDP-Modwoam ne peut faire partie d'une coalition de l'opposition que si cette coalition adopte clairement l'idéologie de l'insurrection comme cheval de bataille. Ceci parce que, basant notre action politique sur l'inévitable réalité que le Gabon ne changera jamais par les urnes, le BDP ne veut pas passer son temps à tourner en rond à parler d'autre chose que de l'insurrection. Si nous sommes convaincus que le Gabon ne peut changer par les urnes, cela veut donc dire que la seule voie qui reste est celle de l'insurrection. Parler d'autre chose est une perte de temps. Ceux qui proposent autre chose ou disent aux Gabonais de participer bêtement et passivement à des élections perdues d'avance, à nos yeux, mentent au peuple Gabonais et on ne doit plus leur faire confiance. Ceci n'est donc pas une question d'égo comme certains aiment à le dire, mais une simple question de cohérence, de logique et, au final, de principe. Nous voulons une opposition radicale qui soit idéologiquement cohérente, pas un panier à salade.

Il y a, chers compatriotes, un autre mythe à dissiper, c'est celui de la candidature unique de l'opposition puisque je crois savoir que certains compatriotes voient en cela une garantie de succès pour l'opposition. Le BDP-Modwoam pense, cependant, que ceci est un autre fantasme. D'abord parce que, candidature unique ou pas, il n'y a aucun moyen pour l'opposition de gagner démocratiquement par les urnes au Gabon. Le système électoral gabonais étant formaté pour toujours garantir des victoires volées au régime, il importe peu que l'opposition ait une candidature unique ou pas. Ceci nous ramène inévitablement au besoin d'arriver, une bonne fois pour toutes, à la conclusion que le Gabon ne changera pas par les urnes et que seule une insurrection du Peuple pourra donner la victoire à l'opposition... dans la rue, tout simplement.

Les Gabonais, donc, qui demandent une telle procédure de candidature unique ne semblent pas voir le danger qui découle d'une telle procédure. Ces choix arbitraires et artificiels de candidature unique sont dangereux car ils ne

permettent pas de savoir si le candidat choisi serait capable, par la suite, de défendre le vote des Gabonais par tous les moyens si ce vote est volé par les Bongo. Le constat est pourtant là : en 2009, aucun des leaders choisi par les deux coalitions ACR et CPPA en présence au Gabon n'a eu le courage de défendre le vote des Gabonais. Suivez mon regard...

Mes chers compatriotes, l'erreur serait donc, en 2016, de répéter les mêmes fantasmes. Au Gabon aujourd'hui, ce n'est pas pour une candidature unique qu'il faut lutter, mais pour une réforme constitutionnelle qui ramènerait le deuxième tour d'élection. Un système électoral à deux tours est la seule garantie d'unité de l'opposition car il permet de soutenir au deuxième tour le candidat le mieux placé. Dans ce cas, c'est le peuple, et non une coalition de leaders, qui décide qui va au deuxième tour, forçant ainsi tout le monde à soutenir le candidat le mieux placé. Le deuxième tour permet aussi au Peuple tout entier de s'organiser pour la défense de son vote qui n'est plus, dès lors, mis en doute. Le premier tour devient alors synonyme de tri et de filtre par lequel après avoir entendu tous les programmes, le peuple se retrouve mieux armé pour décider qui va défendre son vote. Mais même un deuxième tour sans refonte totale des institutions ne peut garantir la sainteté du vote. Or une telle refonte ne serait possible qu'avec l'évincement radical du régime des Bongo. Il y a donc, chers compatriotes, d'autres batailles à mener, avant toute nouvelle élection au Gabon. Ces batailles, c'est le besoin d'imposer, avant toute nouvelle élection, la transparence électorale au Gabon, par tous les moyens.

Que faire, donc, devant cette situation de blocage, chers compatriotes ?

La solution, je le dis encore, repose dans l'idéologie du « Bongo Doit Partir », dont je vais vous expliciter ici le plan, pour qu'on ne se pose plus de questions sur ce que compte faire Daniel Mengara ou sur ce que compte faire le mouvement « Bongo Doit Partir ». J'affirme ici aujourd'hui, chers compatriotes, que le mouvement « Bongo Doit Partir » constitue la toute dernière chance qu'a le Gabon d'en finir immédiatement avec le régime des Bongo. Je le répète, pour avoir étudié de fond en comble le régime des Bongo depuis 1998, et pour avoir conclu avant tout le monde que le Gabon ne changerait ni par les urnes, et encore moins par la bonne volonté des Bongo, le mouvement « Bongo Doit Partir » est le seul mouvement à s'être spécialisé depuis 15 ans dans l'idée de l'insurrection comme la seule voie du changement au Gabon. C'est aussi le seul mouvement à avoir préparé les stratégies de terrain qui pourraient, en seulement quelques semaines, en finir.

Je dois cependant ici, avant tout, chasser de vos esprits le mythe de la présence sur le terrain que d'aucuns ne cessent d'avancer ici et là, n'ayant probablement jamais approfondi la réflexion à ce sujet. Je suis d'accord avec vous que, oui, il faut être sur le terrain pour pouvoir déployer une stratégie agissante. Mais c'est là que notre accord s'arrête. Notre accord s'arrête parce qu'il n'y a, pour le moment, aucune preuve que être sur le terrain ait apporté le changement attendu par les Gabonais. Il y a actuellement des leaders et formations politiques de grand poids sur le terrain, mais à quoi a servi cette présence de terrain depuis 1990 ? Rien. Les Bongo sont toujours là. C'est dire qu'il ne suffit pas de simplement balancer l'argument de présence sur le terrain sans au préalable démontrer à quoi a servi la présence sur le terrain des leaders et formations politiques qui s'y activent depuis 1990 !

La question que vous devez vous poser, par contre, est la suivante : comment se fait-il que les leaders et formations politiques qui sont sur le terrain n'aient jamais réussi à évincer les Bongo ? Quand vous vous poserez cette question, vous conclurez comme moi que le combat sur le terrain peut rapidement se transformer en piège, puis en borborygme politique, quand on fait de l'opposition improvisée. Nous, au BDP-Modwoam, nous ne voulons pas improviser notre opposition.

Nous disons simplement que, outre les raisons évoquées plus haut, il y a aussi le fait qu'aucun des leaders politiques qui se sont activés sur le terrain au Gabon depuis 1990 ne s'est véritablement organisé avec le but précis d'obtenir le changement par les voies insurrectionnelles. Ils n'ont jamais non plus adopté cette méthode comme idéologie centrale de leur combat. Ceci veut dire que quand ceux qui étaient en exil comme Paul Mba Abessole ou Pierre Mamboundou sont rentrés au Gabon, ils ne sont pas rentrés pour un combat de libération nationale, mais plutôt pour faire de la politique et, donc, s'insérer dans le champ politique par les procédures normales et « républicaines ». Ils ont confondu le Gabon avec une démocratie et se sont donc naïvement organisés avec des partis politiques classiques, comme si le Gabon était une démocratie, oubliant que l'on ne peut venir à bout d'une dictature par le simple jeu démocratique des urnes. Autrement dit, quand un opposant en exil rentre au Gabon ou quand un opposant implanté au Gabon se lève pour aller simplement faire de la politique électoraliste au lieu de s'organiser pour le combat frontal qu'impose le contexte de dictature, on aboutit automatiquement à une opposition qui tourne en rond, puis finit par se rallier au régime.

PARTIE III: DU PLAN DE LIBÉRATION NATIONALE DU BDP-MODWOAM

Voilà pourquoi l'opposition que mène le mouvement Bongo Doit Partir est très différente de l'opposition menée par nos

aînés. Le BDP-Modwoam se veut une opposition de combat. Une opposition de combat, par essence, ne va pas sur le terrain pour s'éterniser ou se normaliser ou négocier ou participer à des gouvernements de partage du gâteau. Comprenant que le pouvoir ne peut se conquérir par les urnes, une opposition de combat, même quand elle participe à une élection, sait que ce n'est pas par les urnes qu'elle gagnera, mais par la rue. Dans son plan de combat, elle sait qu'elle doit s'organiser pour l'insurrection si elle veut défendre efficacement le vote des Gabonais.

Voilà pourquoi, chers compatriotes, j'ai annoncé mon désir de me porter candidat à l'élection présidentielle de 2016, non pas parce que j'espère gagner par les urnes, mais plutôt parce que, contrairement aux autres opposants, je me suis organisé dès le départ pour défendre le vote des Gabonais, dans la rue. Je ne vais pas non plus au Gabon parce que j'espère devenir président du Gabon. Il faut être fou pour rêver d'être président dans un pays où gagner par les urnes est impossible. Je vais plutôt au Gabon pour mener le combat de la libération nationale. D'ailleurs, avec le type de lutte que je prépare, je doute que je puisse un jour revenir vivant du Gabon. Je ne verrai probablement pas la terre promise avec vous, chers compatriotes. J'espère seulement que mon sacrifice laissera derrière moi un Gabon libre et démocratique. Voilà pourquoi le BDP-Modwoam a été créé. Le BDP-Modwoam est un mouvement politique qui met en avant le combat insurrectionnel comme la seule voie de la libération nationale. Nous ne parlons pas ici de l'insurrection pour le simple but de l'insurrection ou de la violence gratuite. Non. Nous parlons ici de l'insurrection comme le droit de défendre le vote du Peuple gabonais par tous les moyens. Un point. Un trait.

Mais attention, notre candidature n'est pas une candidature électorale. Nous disons simplement que nous comptons participer à l'élection présidentielle de 2016, même si nous savons que nous ne pourrions pas gagner par les urnes. Mais comprenez-nous bien. Nous ne participerons pas comme des moutons de panurge qui vont à l'abattoir attendre sagement qu'on les égorge. Nous n'y allons pas pour accompagner ou valider la fraude électorale d'Ali Bongo. Non. En 2016, personne ne volera le vote des Gabonais, personne ! En 2016, personne n'ira se cacher à Medouneu, personne ! En 2016, personne n'appellera les Gabonais au calme, personne ! En 2016, personne ne reconnaîtra Ali Bongo comme président du Gabon, personne ! En 2016, personne ne négociera avec Ali Bongo, personne ! En 2016, le BDP-Modwoam défendra le vote des Gabonais si ce vote est volé ! C'est cela ce que l'insurrection que nous préparons veut dire. Le BDP-Modwoam, en 2016, n'abdiquera pas la souveraineté du Peuple Gabonais. Là, je vous parle le langage du mvet. Que ceux qui ont des cerveaux comprennent !

Voilà pourquoi, à ceux qui nous demandent pourquoi nous ne sommes pas sur le terrain, nous disons que le terrain, pour nous, ne veut pas dire aller s'installer ou s'éterniser au Gabon pour faire de la politique électorale. Le terrain, pour nous, veut plutôt dire aller au Gabon mener le combat de l'alternance immédiate, et par tous les moyens.

L'idée de ne pas s'éterniser est importante pour nous, chers compatriotes. Nous savons que le terrain peut rapidement se transformer en piège pour les opposants au régime qui s'y éternisent trop longtemps. Le terrain veut dire que l'opposant qui s'y installe doit avoir la capacité d'y vivre indépendamment du régime politique. Nous savons tous que le régime, s'il vous sait sincère dans votre combat, ne vous laissera jamais travailler nulle part au Gabon pour nourrir votre famille. Il fera tout pour vous affamer, et une fois affamé, vous serez petit à petit forcé à amoindrir votre radicalisme. Ceci veut dire qu'un opposant qui s'organise pour le combat frontal ne doit jamais aller sur le terrain pour s'y éterniser. Si vous allez au Gabon et n'avez pas réussi, au bout d'un an, à causer la chute du régime, il faut conclure que vous avez échoué.

Le BDP-Modwoam pense donc que quand on s'organise en opposition de combat, on s'organise pour que le combat commence dès le premier jour de votre rentrée et finisse très vite. Notre descente sera donc une opération éclair, une opération coup-de-poing, comme on dit. Voilà pourquoi j'annonce ici que je rentrerai au Gabon en 2015. Mais, contrairement aux autres opposants, ma rentrée est organisée autour d'un timing insurrectionnel qui voudra que dès mon arrivée, on sente que le Gabon va changer. En d'autres termes, notre action politique, au BDP-Modwoam, vise le déclenchement immédiat des procédures insurrectionnelles dès notre arrivée, de telle sorte que l'on puisse, dès les trois premiers mois de présence, déjà entrevoir la chute prochaine du régime des Bongo. Et au cas où cette chute ne serait pas obtenue dès les 3 premiers mois, elle le serait dans les trois mois suivants, jusqu'à un délai maximal d'un an. Si, au bout d'un an de présence au Gabon, le BDP-Modwoam n'a pas pu causer la chute du régime Bongo ou, au minimum, forcé le régime aux réformes qui garantissent des élections libres et transparentes au Gabon, alors le BDP-Modwoam considérera qu'il a échoué. Nous pensons que quand un opposant dit radical passe plus d'un an sur le terrain au Gabon sans causer la chute du régime Bongo ou obtenir les réformes démocratiques nécessaires, il a tout simplement échoué. Il devient partie du paysage politique et, à cause de la famine lui imposée par le régime, commencera à négocier son ralliement ou mettra en place un parti électorale qui lui permettra de briguer un poste de maire ou de député, signalant ainsi la fin du combat radical. Ni Daniel Mengara ni le BDP-Modwoam ne souhaitent se retrouver dans cette situation.

Vous comprenez aussi pourquoi le régime des Bongo s'organise déjà pour bloquer ma candidature en 2016. Personne n'ignore que les décrets portant modification de la loi électorale pris par Ali Bongo en juillet 2011 ne visent qu'une seule personne, Daniel Mengara, surtout quand on sait que cette loi est sortie immédiatement après que j'avais communiqué

sur mon site <http://www.mengara.com> mon intention de me porter candidat à l'élection présidentielle de 2016 en vue de la libération nationale par les voies insurrectionnelles. Cette loi prévoit deux mesures assez claires à ce sujet: la première est le fait que le régime veuille maintenant imposer une condition de résidence pour pouvoir se porter candidat à l'élection présidentielle. Il faut désormais résider 12 mois au Gabon pour pouvoir être candidat. Ceci parce que Ali Bongo espère que je ne quitterai jamais mon travail pour aller vivre au Gabon. Mais Ali Bongo se trompe. Je serai au Gabon en 2015 si les Gabonais me montrent vraiment qu'ils sont prêts à soutenir le plan de libération nationale que le BDP-Modwoam leur soumet ici dans ce discours. La deuxième mesure de la loi de 2011 fait passer la caution versée par les candidats à l'élection présidentielle de 5 millions de F CFA à 25 millions de F CFA. Ceci parce que Ali Bongo pense que je ne serai pas capable de réunir les 25 millions nécessaires à ma candidature.

Et c'est à ce niveau que je voudrais sérieusement discuter avec vous, chers compatriotes, et vous présenter clairement mon plan. Ce plan consiste d'abord, pour vous et moi, à répondre aux défis qu'Ali Bongo nous lance dans la claire intention d'éliminer ma candidature pour l'élection présidentielle de 2016, une candidature qu'il sait bien ne vise pas le simple fait de participer à des élections perdues d'avance, mais plutôt à défendre le vote des Gabonais, avant et après l'élection. En m'éliminant de la course, il sait qu'il n'aura plus en face de lui que les accompagnateurs qui veulent manger le Gabon avec lui.

Il met donc en face de nous deux sortes de défis qui nous engagent également, vous et nous, et que nous devons relever, tous ensemble. A nous, il lance le défi du retour au Gabon parce qu'il espère que je n'aurai pas le courage de quitter ma situation aux Etats-Unis pour aller me battre sur place au Gabon. Comme je viens de le dire, ma réponse est claire : je suis prêt à ce sacrifice et, donc, à abandonner mon travail et ma situation pour me rendre au Gabon en 2015 pour déployer la stratégie du BDP-Modwoam en vue de la chute immédiate du régime des Bongo. Mais, à vous, il lance le défi de ne pas vouloir le changement car il pense que les Gabonais ne sont prêts ni au sacrifice financier ni au sacrifice politique que demande ma candidature. Il pense que les Gabonais ne m'aideront jamais à cotiser les 25 millions de la caution et auront peur de s'associer à moi dans la lutte pour la dignité que le BDP-Modwoam propose.

La question que nous vous posons alors est la suivante : Ali Bongo a-t-il raison ? Evidemment, si vous faites comme cet anonyme qui, un jour sur Internet, a annoncé avoir créé le mouvement « Mengara Doit Partir au Gabon », mais a préféré par la suite se cacher dans l'anonymat, c'est qu'Ali Bongo aura eu raison. Car ce que cet anonyme a montré est que beaucoup de Gabonais veulent le changement, mais peu sont prêts au sacrifice qui va avec ; ils ne veulent pas assumer. En restant cachée et en ne révélant pas son identité pour que les Gabonais puissent adhérer à son initiative, la personne qui a créé le mouvement « Mengara Doit Partir au Gabon » semble penser que la libération du Gabon est la responsabilité d'autres personnes, mais pas la sienne. Il semble penser que Mengara pourra changer le Gabon tout seul sans l'engagement d'autres Gabonais. Dans son slogan, il imagine Mengara allant tout seul au Gabon et se promenant tout seul dans les rues du Gabon pour faire l'insurrection. Notre compatriote anonyme ne semble pas penser que pour que Mengara réussisse, des Gabonais comme lui ont besoin de s'engager ouvertement aux côtés de Mengara. Mais ce compatriote n'est pas seul. Il y en a des milliers comme lui dans la diaspora qui mènent et demandent l'insurrection de façon anonyme avec des claviers sur Facebook, mais qui, une fois interpellés sur leur engagement, se perdent en excuses en tous genres. C'est que ces compatriotes anonymes sont, en réalité, mentalement démissionnaires. Ils croient que ce sont des Martiens qui iront libérer le Gabon à leur place, voilà pourquoi ils s'imaginent que Mengara peut tout simplement prendre l'avion tout seul et une fois au Gabon, déclencher l'insurrection tout seul, comme par magie, avec une armée de Martiens. Ils oublient qu'une insurrection, ça se prépare et cela se planifie, et pour qu'elle réussisse, a besoin du soutien tant financier que participatif des Gabonais. Si vous êtes dans la diaspora et voulez voir Mengara partir au Gabon parce que vous voyez Mengara comme la solution au blocage du Gabon, hé bien vous devez être prêt à aller au Gabon avec Mengara pour libérer le Gabon, et si vous ne pouvez pas, vous pouvez au moins soutenir financièrement ce combat. Sans cela, vos paroles ou vos incantations sur Facebook ne servent strictement à rien. C'est du vide. Je demande donc au compatriote qui a dit avoir créé l'association « Mengara Doit Partir au Gabon » de se montrer et donc, de nous prouver son propre courage. Sinon, son histoire de « Mengara Doit Partir au Gabon », c'est du blabla.

Ce que le BDP-Modwoam, par ma voix, vous dit donc, chers compatriotes, est que si vous soutenez l'approche insurrectionnelle, Daniel Mengara sera votre candidat et le BDP-Modwoam votre mouvement. Si, comme nous, vous rejetez l'idée de voir le Gabon dirigé par une seule famille pendant 70 ans, c'est que vous pensez forcément comme nous que « Bongo Doit Partir ». Pourquoi donc attendre ? Engagez-vous. Ne nous regardez pas simplement avec les yeux en espérant que d'autres Gabonais que vous s'engageront à nos côtés pour faire votre travail à votre place. Si vous ne vous engagez pas à titre personnel ou financier, pourquoi pensez-vous que d'autres Gabonais doivent se sacrifier pour vous ? Qui est plus Gabonais qu'un autre ?

Quand on veut le changement radical, on ne peut rester en retrait. Voilà pourquoi notre retour au Gabon en 2015 exige que l'on demande à chacun de sacrifier un peu. Nous avons évalué que pour que notre action politique ait une chance d'aboutir au Gabon, il nous faut réunir entre 60 et 100 millions de francs CFA pour répondre au défi qu'Ali Bongo nous a

lancé. Et parce que notre candidature se veut une candidature du Peuple gabonais, nous attendons des Gabonais qu'ils nous aident à réunir ces fonds en cotisant, de manière à montrer à Ali Bongo que le Peuple partage l'idéologie défendue par le BDP. Un soutien massif au BDP devient ainsi un message à Ali Bongo que ses jours au pouvoir sont comptés parce que le peuple dit désormais « Bongo Doit Partir ».

Autrement dit, Daniel Mengara n'ayant jamais fait partie du régime des Bongo, il n'a pas, comme les autres opposants, une fortune personnelle acquise illégalement sur le dos des Gabonais. Le peu d'argent que j'ai vient tout simplement de la fonction de professeur d'université que j'exerce aux Etats-Unis. Ce n'est pas avec mon salaire de professeur que je serais capable de financer une insurrection au Gabon. Cela impose donc à tous ceux qui partagent le combat du BDP-Modwoam de s'associer en tontine pour réunir les fonds nécessaires à la libération du Gabon d'ici 2016. La prochaine fois, donc, que vous me parlerez au téléphone, ou me critiquerez sur Facebook en me reprochant de ne pas être au Gabon, je vous poserai désormais simplement la question : « avez-vous cotisé » ? Le blabla, c'est fini, chers compatriotes. Passons aux actes !

La cotisation dont nous parlons ici se fera à deux niveaux : au niveau le plus bas où chacun donnera ce qu'il peut, et au niveau le plus haut où des cadres gabonais avec plus de revenus s'engageraient à cotiser chaque année un certain montant pour que nous ayons les fonds nécessaires d'ici 2015, fonds que nous avons évalués à 60 millions de francs CFA au minimum.

Le plan financier qui découle de cette procédure affirme que 100 cadres Gabonais peuvent, en fait, financer l'insurrection au Gabon. Comment ? Simplement que, en cotisant chacun un minimum de 500.000 francs CFA par an, 100 Gabonais avec quelques moyens peuvent, d'ici 2015, rassembler facilement un total 150 millions de CFA, soit 50 millions par an en 2013, 2014 et 2015. Mais imaginons qu'il n'y ait que 50 Gabonais au lieu de 100 se portant volontaires pour financer ce plan. On voit toujours que même 50 Gabonais peuvent, avec le même montant annuel de 500.000, cotiser 75 millions et, donc, nous rendre viables pour l'élection présidentielle de 2016. La question devient donc la suivante : existe-t-il au Gabon comme dans la diaspora 50 Gabonais capables de sacrifice, et donc, capables de s'engager dans notre lutte en aidant le BDP-Modwoam à rassembler le montant de 60 millions CFA nécessaire ?

Evidemment, pour ceux qui s'interrogent sur l'usage qui sera fait de ces fonds, nous avons prévu deux mesures pour justement assurer la transparence de ce processus :

- La première est que chacun des Gabonais qui aura cotisé 500.000 CFA par an ou plus dans le fonds insurrectionnel sera automatiquement inclus dans un Conseil Stratégique qui aura une fonction consultative auprès du Secrétariat Exécutif du BDP-Modwoam. Les membres de ce Conseil seront donc consultés tous les 6 mois non seulement en vue d'un rapport financier sur l'avancement des cotisations, mais aussi sur la stratégie poursuivie. Leurs opinions seront purement consultatives dans la mesure où ce Conseil ne sera pas un organe constitutif du BDP-Modwoam, mais le BDP-Modwoam en fera une source d'inspiration et de soutien pour son action. Les membres de ce Conseil peuvent choisir de cacher leur identité, ce qui veut dire que le BDP-Modwoam gardera leur identité secrète s'ils le désirent.

- La seconde est que les sommes cotisées seront remboursables aux cotisants si nous constatons, en 2015, que le but de 60 millions minimum est loin d'être atteint. Autrement dit, la candidature projetée de Daniel Mengara à l'élection présidentielle de 2016 ne sera envisageable au final que si la somme minimaliste de 60 millions de F CFA est réunie. Du coup, s'il est constaté que la somme cotisée n'atteint pas ce minimum vital, alors le BDP-Modwoam se réservera le droit de retirer la candidature de Daniel Mengara. En cas de retrait de ladite candidature, les sommes cotisées seront entièrement remboursées aux personnes les ayant versées, au prorata, évidemment, de leur contribution après réconciliation du solde restant. Ainsi, si par exemple, la somme de 20 millions est cotisée, et 5 millions sont dépensés dans les activités de pré-campagne, alors le solde de 15 millions sera remboursé aux cotisants au prorata du pourcentage représenté par leur contribution initiale. Un cotisant ayant versé 5% du total de 20 millions récupérera ainsi 5% du solde de 15 millions, et ainsi de suite.

Par cette procédure hautement transparente, nous nous assurerons que les fonds versés dans les caisses du BDP-Modwoam demeureront la propriété des cotisants jusqu'à la validation de notre candidature au Gabon en 2016. Si nous ne pouvons donc aller au Gabon parce que les Gabonais n'auront ni soutenu notre combat ni contribué financièrement au fond souhaité, nous ne pouvons alors que rembourser leur argent aux cotisants et conclure que, soit les Gabonais ne soutiennent pas notre combat, soit ils acceptent simplement Ali Bongo ou préfèrent soutenir des candidats ou des combats où on leur vend l'illusion du changement par le miracle de Jésus-Christ. Dans ce cas, nous ne pouvons rien forcer. Nous prendrons acte de cette situation et laisserons le pays aux Bongo, puisque les Gabonais en auront voulu ainsi.

Notre combat, chers compatriotes, est donc clair, transparent, direct. Nous avons, à titre provisoire, mis en place un site

de campagne sur le lien <http://www.mengara.com>. Sur ce site <http://www.mengara.com>, mais aussi sur le site <http://www.bondodoitpartir.com>, vous pouvez faire vos contributions par carte de crédit si vous en avez une ou envoyer un chèque ou un Western Union aux adresses indiquées. Evidemment, quel que soit le montant que vous donnerez, ce sera déjà ça. Pour ce combat, il y a les 500.000 francs CFA par an que les cadres avec un peu de moyens peuvent donner, mais il y a aussi les petits montants que les Gabonais moins nantis peuvent donner. Souvenez-vous du simple fait que Barack Obama, comme moi, n'était ni connu ni riche quand il s'est présenté comme candidat à l'élection présidentielle américaine en 2008. Comme moi, il n'avait aucune fortune personnelle. Mais comme moi, il avait un message de dignité pour les Américains. L'élection présidentielle américaine étant la plus chère au monde, Barack Obama n'aurait jamais pu aller nulle part sans les petites contributions du commun des Américains. C'est avec des petits montants comme 5 dollars, 10 dollars, 100 dollars que Barack Obama a pu rassembler les presque un milliard de dollars qu'ils ont reçus des Américains, soit près de 500 milliards de francs CFA, un montant qui lui a par la suite permis de battre McCain, qui était pourtant soutenu par de grandes entreprises et de riches millionnaires.

C'est vous dire qu'au lieu d'attendre que ce soit les Français ou les Américains qui viennent cotiser à votre place, il est important que chacun d'entre nous sache qu'il a un rôle à jouer dans la libération du Gabon. Je ferai ma part, mais vous devez aussi faire la vôtre. Ne trouveriez-vous pas honteux que ce soient des Américains ou des Français qui doivent cotiser pour libérer les Gabonais alors que les Gabonais eux-mêmes seraient assis dans l'incapacité du moindre sacrifice à attendre que ce soit quelqu'un d'autre qui se sacrifie pour eux ? Non, chers compatriotes. Nous devons tous sacrifier. Moi, j'ai choisi de sacrifier mon travail aux Etats-Unis pour rentrer au Gabon en 2015. Chacun d'entre vous doit aussi sacrifier. Ce sacrifice est aussi simple que de se dire, même quand on est pauvre au Gabon, tiens, aujourd'hui, je vais renoncer à boire ma bière pour donner chaque année au BDP-Modwoam les 500 francs de cette bière, participant ainsi à ma manière au combat. Ce sacrifice, il est aussi simple que de se dire, même quand on est étudiant à Paris, que, un week-end par an, je ne vais pas aller en boîte de nuit car je vais renoncer aux amusements pour donner, chaque année, les 20 euros que j'allais dépenser en boîte au BDP-Modwoam pour aider ce mouvement à financer l'insurrection au Gabon.

Chers compatriotes, ce n'est qu'à ce prix que nous réussirons. Rendez-vous sur le site <http://www.mengara.com> ou <http://www.bongodoitpartir.com> et cotisez votre part. Pour ceux qui veulent s'engager physiquement, faites-le aussi car le temps presse. En 2016, on n'aura plus d'excuses. En 2009, nous avions tous l'excuse de la mort subite d'Omar Bongo, qui a fait que personne ne soit véritablement préparé. On avait tous improvisé. Mais maintenant, 2016 n'est plus loin. Nous n'avons plus que trois ans pour éviter les improvisations. Mais faisons tout pour qu'au petit matin du 1^{er} septembre 2016, on ne puisse plus dire qu'il existera encore au Gabon un Président autoproclamé portant le nom de Bongo Ondimba.

A ceux, donc, qui souffrent actuellement des méfaits du bongoïsme, à ceux qui ne veulent plus du régime des Bongo qui tue les Gabonais à petit feu, à ceux qui refusent la mort lente, l'impunité des crimes rituels, la vie chère, le chômage, l'abrutissement mental, la famine, les maladies, la perte des valeurs, le népotisme et les arbitraires, je dis, engagez-vous. La libération est proche, pourvu que vous vous engagiez à la préparer avec nous loin des improvisations et de la dispersion des énergies qui sont devenues l'apanage d'une certaine opposition vendeuse d'illusions. Le Gabon ne changera pas sans insurrection du peuple. Notre but, au BDP, est de défendre le vote du Peuple avant et après l'élection, par tous les moyens. La stratégie est en place. Nous n'attendons plus que les hommes et les femmes de courage et de sacrifice.

Vive le Gabon. Vive la République.

Fait le 17 août 2013 à Myrtle Beach, Caroline du Sud, Etats-Unis d'Amérique